ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 6 septembre 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant mission, organisation et fonctionnement de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire", a donné le 16 novembre 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e september 1976 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse Aangelegenheden verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende opdracht, organisatie en werking van de Centrale dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap", heeft de 16e november 1976 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal déterminant la mission et réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire".

PREAMBULE.

La référence à l'article 67 de la Constitution doit être omise.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il est proposé de rédiger le début de cet article comme suit :

"L'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, dénommé ci-après "Office central" est chargé de répondre aux besoins sociaux et culturels des bénéficiaires par les activités suivantes, en ce compris l'octroi de tous avantages quelconques se rapportant directement ou indirectement à ces activités :

.../...

1° Action culturelle.

a. encourager les arts y compris le théâtre et le cinéma;

b. organiser des visites aux musées et autres institutions culturelles et scientifiques;

c. ouvrir et gérer des bibliothèques, discothèques et services similaires;

d. créer l'animation culturelle;

e. développer les loisirs et le tourisme culturel;

f. contribuer à entretenir des relations culturelles entre les Forces armées belges et la population civile en Belgique et à l'étranger".

*

La rédaction suivante est proposée pour l'intitulé du 2° :

"2° Aide collective aux familles et aux membres de la jeunesse belge qui sont à la suite des Forces belges en Allemagne".

*

Au a) du 2°, il y a lieu de supprimer les mots "et promouvoir".

*

.../...

Au b), il va de soi que la mission conférée à l'Office central d'être le porte-parole des familles et de la jeunesse n'enlève pas aux familles et à la jeunesse la faculté de faire connaître leur point de vue par d'autres voies et n'implique donc aucun monopole.

Par ailleurs, le mot "instances" doit être remplacé par "autorités".

*

Le c) devrait être rédigé comme suit :

"Soutenir l'action d'organismes et associations existants ou à créer auprès des Forces armées belges et dont les buts correspondent à ceux qui sont mentionnés au a) et contribuer au développement harmonieux des activités de ces organismes et associations".

*

Il n'est pas possible de discerner clairement la portée exacte de la disposition du d). Ce texte doit être rédigé d'une manière plus précise.

*

Le e) serait mieux rédigé comme suit :

"e) apporter une aide en matière de puériculture, de soins aux personnes âgées, de santé et d'hygiène, de travail et d'emploi".

.../...

Au f), il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais.

Au surplus, cette disposition appelle la même observation que celle qui a été faite à propos du d).

*

Il est proposé de rédiger le 3° comme suit :

"3° Aide aux handicapés.

- Contribuer par tous moyens à l'amélioration des conditions de vie des handicapés tant majeurs que mineurs et à leur intégration dans la société".

*

Avec l'accord des fonctionnaires délégués, il est proposé de remplacer les alinéas a) et b) du 4° par un seul rédigé comme suit :

"Encourager, faciliter et organiser les voyages et séjours de vacances en Belgique ou à l'étranger, notamment par la création et la gestion de centres de vacances et par l'organisation de séjours de vacances dans des établissements appartenant à des tiers ou gérés par eux".

*

Au 5°, a), on n'aperçoit pas la raison pour laquelle la réglementation prévue est limitée aux seuls prêts de premier rang.

*

Avec l'accord des fonctionnaires délégués, il est proposé d'omettre le b), les dispositions de droit commun permettant d'atteindre l'objectif poursuivi par le projet sur ce point.

*

La rédaction suivante est proposée pour le c) :

"c) conclure avec des entreprises d'assurances agréées, toutes opérations d'assurance-vie sur la tête des emprunteurs, en vue de ... (la suite comme au projet)"

*

De l'accord des fonctionnaires délégués, le a) du 6° devrait être rédigé comme suit :

"Pourvoir aux besoins spécifiques des bénéficiaires en matière de logement, notamment par la construction, la location et la vente d'habitations".

La fin du b) devrait être rédigée comme suit :

"... de la communauté militaire ou leur procurer des locaux".

*

La rédaction suivante est proposée pour le a) du 7° :

"a) créer des points de vente auprès des Forces belges en Allemagne afin de fournir aux bénéficiaires des vivres et autres produits courants".

.../....

Le b) serait mieux rédigé comme suit :

"b) créer ou gérer des cantines;".

Article 2.

Le début de cet article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Les bénéficiaires de l'activité de l'Office sont :

1° ...".

*

Le 2° devrait être rédigé comme suit :

"Les membres de l'une des forces étrangères stationnées à l'étranger ainsi que les membres d'un élément civil, dans le sens de la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en tenant compte, le cas échéant, de l'adaptation des dispositions de la Convention par les accords complémentaires".

*

Au 3°, il y a lieu de remplacer "Département" par "Ministère".

*

.../...

Au 4°, in fine, il y a lieu de supprimer les mots "ainsi que les membres belges du personnel de".

*

De l'accord des fonctionnaires délégués, le 7° devrait être rédigé comme suit :

"7° Les membres de la famille des bénéficiaires visés aux 1° et 6°, à condition qu'ils vivent sous le même toit que le bénéficiaire ou que, comme handicapés, ils perçoivent une allocation à charge de l'Etat".

*

De l'accord des fonctionnaires délégués, le début du 8° devrait être rédigé comme suit :

"8° Les veuves, les veufs et les orphelins ... (la suite comme au projet)".

*

.../...

Au 9°, en permettant à des personnes qui ne sont pas membres de la communauté militaire ou de leur famille de bénéficier des avantages prévus par l'arrêté en projet, la disposition excède les pouvoirs donnés au Roi par la loi du 10 avril 1973.

Article 3.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 3.-

Le comité de gestion de l'Office central fixe, pour chaque activité, l'ordre de priorité des catégories de bénéficiaires visés à l'article 2, ainsi que l'ordre de priorité au sein de chaque catégorie".

Article 4.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 4.-

Le comité de gestion choisit en son sein deux vice-présidents, l'un parmi les membres des forces, l'autre parmi les membres appartenant à une des organisations syndicales visées à l'article 16 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées".

.../...

Article 5.

Le paragraphe ler pourrait être mieux rédigé comme suit :

"§ ler. Le comité de gestion se réunit une fois par trimestre aux dates qu'il fixe, sur convocation du président".

Au début du § 2, il y a lieu d'écrire :

"En outre, le président convoque le comité ...".

Au § 3, les mots "par grande branche d'activité" doivent être remplacés par "par branche ou groupe d'activité".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée pour le § ler :

"§ ler. Le comité de gestion ne peut statuer valablement que si la majorité des membres sont présents".

Le paragraphe 2 devrait devenir l'alinéa 2 du § ler et être rédigé comme suit :

.../...

"Toutefois, le comité pourra statuer valablement, quel que soit le nombre des membres présents, après une nouvelle convocation comportant un même ordre du jour".

La seconde phrase du § 2 nouveau devrait être rédigée comme suit :

"En cas de partage, la voix du président est prépondérante".

Article 7.

La rédaction suivante est proposée pour le § ler :

"§ ler. Les membres du comité de gestion sont démissionnaires d'office à l'âge de 65 ans. Les membres nommés en qualité de membre d'une force le sont au moment de leur mise à la retraite".

La fin du § 3 devrait être rédigée comme suit :

"... visées à l'article 16 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, doivent être nommés sur proposition de cette association ou organisation".

.../...

Article 9.

Les mots "s'il le juge utile" peuvent être omis.

Article 10.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 10.-

Le comité de gestion peut changer un ou plusieurs de ses membres d'une mission spéciale".

Article 11.

L'Office central étant un organisme classé parmi ceux qui sont soumis à la loi du 16 mars 1954, les articles 7 et 7bis de cette loi lui sont applicables.

La seule utilité que peut avoir l'article 11 est de déterminer quels sont les organes de l'Office central qui sont compétents pour passer les marchés.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 11.-

Les marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant est supérieur à 300.000 francs sont passés par le comité de gestion. Ceux qui sont inférieurs à ce montant sont passés par le fonctionnaire dirigeant de l'Office central".

Article 12.

Le premier alinéa de cet article ne fait que reprendre une disposition qui figure dans un texte applicable à l'Office. Il est donc inutile.

Le second alinéa établit une dérogation qui n'est prévue ni par l'article 54 de la loi du 16 mars 1954 ni par la loi constitutive de l'Office. Il est donc illégal.

Article 13.

La notion de "grandes branches d'activité" à laquelle la disposition se réfère pour imposer l'ouverture de comptes séparés n'étant pas précisée dans le projet ne saurait recevoir d'application. Il est indispensable que la notion de "grandes branches d'activité" soit précisée.

La même observation vaut pour l'article 14, § 2.

.../...

Article 14.

Le § ler de l'article 14 est superflu. L'année budgétaire coïncidant avec l'année civile, la comptabilité est nécessairement clôturée au 31 décembre de chaque année.

Dans le § 3, il n'y a pas lieu de prévoir les amortissements qui sont déjà compris parmi les charges et qui doivent être calculés en vertu de l'article 7 de la loi du 16 mars 1954.

L'article 14 devrait contenir toutes les dispositions relatives aux comptes. C'est pourquoi, de l'accord des fonctionnaires délégués, le Conseil d'Etat propose d'insérer in fine de l'article 14 le § ler de l'article 15.

Le texte du nouvel article serait rédigé comme suit :

"Article 14.-

§ ler. Chaque grande branche d'activité donne lieu à établissement d'un compte d'exploitation.

§ 2. Les résultats enregistrés aux comptes d'exploitation des différentes (grandes branches d'activité) comprennent, outre les charges et les produits qui leur sont propres, une quote-part des charges et produits des services communs de l'Office, arrêtée par le comité de gestion.

.../...

§ 3. Les soldes enregistrés aux comptes d'exploitation des différentes (grandes branches d'activité) sont reportés en un compte unique des résultats d' exploitation".

Dans le §3, il n'y a pas lieu de prévoir les amortissements qui sont déjà compris parmi les charges et qui doivent être calculés en vertu de l'article 7 de la loi du 16 mars 1954.

Article 15.

De l'accord des fonctionnaires délégués le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

"Article 15.-

§ ler. Un fonds d'expansion est consitué en vue de financer les investissements immobiliers et mobiliers relatifs aux activités prévues à l'article ler, à l'exception de celle visée au 6°, a.

§ 2. Pour alimenter le fonds d'expansion, un prélèvement est opéré sur le résultat du compte unique des résultats. Ce prélèvement ne peut être supérieur à deux pour cent des recettes fonctionnelles de l'Office central ; il est suspendu lorsque le montant du fonds d'expansion atteint deux cents millions de francs.

Il est fixé annuellement par le comité de gestion dont la décision est soumise à l'approbation du Ministre de la Défense nationale.

.../...

§ 3. Le fonds d'expansion est alimenté, en outre, par le bénéfice réalisé sur la vente de biens patrimoniaux à l'exception de celui qui provient de la vente d'immeubles acquis dans le cadre de l'activité prévue à l'article ler, 6°, a.

§ 4. Le fonds d'expansion est diminué du montant des investissements réalisés par une inscription aux réserves de l'immobilisé".

De l'accord des fonctionnaires délégués, il est proposé de consacrer un article distinct aux dispositions de l'article 15, § 6. Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"§ ler. Après le prélèvement prévu à l'article 14, le boni éventuel du compte des résultats d'exploitation contribue :

1° pour moitié, à la constitution d'une réserve sans affectation spéciale dont le montant maximum ne peut dépasser deux cents millions de francs; au-delà de ce montant, les bénéfices excédentaires sont versés au Trésor;

2° pour l'autre moitié, à la constitution d'une dotation dont le Ministre de la Défense nationale dispose pour aider les oeuvres sociales et culturelles en rapport avec le Ministère de la Défense nationale.

.../...

§ 2. Le bénéfice de la vente d'immeubles acquis dans le cadre de l'activité prévue à l'article ler, 6°, a, alimente la réserve de reconstruction".

Articles 16 et 17.

Il n'appartient pas au Roi de prendre dès à présent des dispositions relatives au mode de liquidation de l'Office central. Celui-ci a été créé par la loi. Il ne pourra donc être dissous que par elle et c'est la loi qui devra fixer les règles de la liquidation de l'Office central.

Article 18.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'Office central d'action sociale et culturelle a exercé ses attributions et a notamment accordé des avantages aux bénéficiaires de l loi du 10 avril 1973 depuis l'entrée en vigueur de celle-ci.

La rétroactivité prévue à l'article 18 de l'arrêté en projet porterait atteinte aux droits acquis dans le cas où il prévoit des conditions d'octroi des avantages qui seraient plus restrictives que celles dont il a été tenu compte en fait.

.../...

D'autre part, des difficultés pourraient se présenter dans le cas où les règles de fonctionnement de l'Office central, prévues par l'arrêté n projet, seraient différentes de celles dont il a été fait application.

*

* *

En vertu de la loi du 20 juillet 1921, combinée avec l'arrêté royal du 7 mars 1973 délimitant les attributions du Secrétaire d'Etat au Budget, celui-ci devra contresigner le futur arrêté.

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de taak en tot regeling van de organisatie en de werkwijze van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap".

AANHEF.

De verwijzing naar artikel 67 van de Grondwet moet vervallen.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt het begin van dit artikel als volgt te redigeren :

"De Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, hierna "Centrale Dienst" genoemd, heeft tot taak in de sociale en culturele behoeften van de gerechtigden te voorzien door de volgende activiteiten, met inbegrip van de toekenning van enigerlei voordelen die rechtstreeks of onrechtstreeks op die activiteiten betrekking hebben :

.../...

1° Culturele actie.

a. de kunsten, met inbegrip van toneel en film aanmoedigen;

b. bezoeken aan musea en andere culturele en wetenschappelijke instellingen organiseren;

c. bibliotheken, discotheken en soortgelijke diensten openen en beheren;

d. zorgen voor culturele animatie;

e. vrijetijdsbesteding en cultureel toerisme tot ontwikkeling brengen;

f. bijdragen tot het onderhouden van culturele betrekkingen tussen de Belgische krijgsmacht en de burgerbevolking in België en in het buitenland".

*

Voorgesteld wordt het opschrift van 2° als volgt te redigeren :

"2° Collectieve hulp aan de gezinnen en aan de Belgische jeugd in het gevolg van de Belgische krijgsmacht in Duitsland".

*

In de tekst onder a) van 2° vervange men de woorden "verdedigen en bevorderen" door "behartigen".

*

.../...

Wat de tekst onder b) betreft, hoeft het geen betoog dat de gezinnen en de jeugd, wanneer hier aan de Centrale Dienst de taak wordt opgedragen als hun woordvoerder op te treden, daarom niet het recht verliezen hun standpunt langs andere wegen kenbaar te maken; er is generlei monopolie voor de Dienst.

In de Franse tekst moet het woord "instances" worden vervangen door "autorités".

*

De tekst onder c) zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Steun geven aan de actie van bij de Belgische krijgsmacht bestaande of op te richten instellingen en verenigingen, waarvan het doel beantwoordt aan hetgeen onder a) is vermeld, en bijdragen tot de harmonische ontwikkeling van de werkzaamheden van die instellingen en verenigingen".

*

Het is niet mogelijk met stelligheid te achterhalen welke de juiste strekking is van de bepaling onder d). Die tekst moet nauwkeuriger worden geredigeerd.

*

.../...

De tekst onder e) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"e) hulp verlenen inzake kinderverzorging, bejaardenzorg, gezondheid en hygiëne, arbeid en tewerkstelling".

In de tekst onder f) is er geen overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse versie.

Bij die bepaling is ook nog dezelfde opmerking te maken als bij de tekst onder d) is gemaakt.

*

Voorgesteld wordt de tekst onder 3° als volgt te redigeren :

"3° Hulp aan gehandicapten.

- Door alle middelen bijdragen tot het verbeteren van de levensomstandigheden van de gehandicapten, zo meerderjarige als minderjarige, en tot hun integratie in de samenleving".

*

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld de teksten onder a) en b) van 4° door één enkele alinea te vervangen, als volgt :

.../...

"Reizen en vakantieverblijven in België of in het buitenland aanmoedigen, vergemakkelijken en organiseren, onder meer door het oprichten en beheren van vakantiecentra en door het organiseren van vakantieverblijven in inrichtingen die aan derden toebehoren of door derden worden beheerd".

*

Wat de tekst onder 5°, a), betreft, is het niet duidelijk waarom de voorgenomen regeling alleen voor leningen van eerste rang geldt.

*

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld de tekst onder b) te schrappen, aangezien het daar geformuleerde oogmerk van het ontwerp kan worden bereikt aan de hand van de bepalingen van gemeen recht.

*

Voorgesteld wordt de tekst onder c) als volgt te redigeren :

"c) met erkende verzekeringsondernemingen alle verrichtingen afsluiten inzake verzekering op het leven van de leners, ten einde ... (voorts zoals in het ontwerp)".

*

.../...

De tekst onder 6°, a), zou, ook volgens de gemachtigde ambtenaren, als volgt moeten worden gelezen :

"Voorzien in de specifieke behoeften van de gerechtigden inzake huisvesting, onder meer door het bouwen, verhuren en verkopen van woningen".

De tekst onder b) zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gebouwen oprichten ten behoeve van, of onderkomen verschaffen aan sociale of culturele diensten van de militaire gemeenschap".

*

Voorgesteld wordt de tekst onder 7°, a), als volgt te redigeren :

"a) bij de Belgische krijgsmacht in Duitsland verkooppunten vestigen om aan de gerechtigden levensmiddelen en andere courante produkten te leveren".

De tekst onder b) kan beter als volgt worden geredigeerd :

"b) kantines oprichten of beheren".

.../...

Artikel 2.

Het begin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Op de activiteiten van de Centrale Dienst zijn gerechtigd :

1° ...".

*

De tekst onder 2° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De leden van een der in België gestationeerde vreemde krijgsmachten of van een der in het buitenland gestationeerde Belgische krijgsmachtdelen, alsook de leden van een burgerlijk element in de zin van de Overeenkomst tussen de bij het Noordatlantisch Verdrag aangesloten Staten betreffende de rechtspositie van hun krijgsmacht, met inachtneming, in voorkomend geval, van de aanpassing van de bepalingen van de Overeenkomst door de aanvullende overeenkomsten".

*

Onder 3° vervange men "Departement" door "Ministerie".

*

.../...

Aan het slot van 4° moeten de woorden "alsmede de Belgische leden van het personeel van" worden geschrapt.

*

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld de tekst onder 7° als volgt te redigeren :

"7° De leden van het gezin van de gerechtigden bedoeld onder 1° tot 6°, op voorwaarde dat zij bij de gerechtigde inwonen of, als gehandicapten, een toelage ten laste van de Staat ontvangen".

*

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld het begin van de tekst onder 8° als volgt te redigeren :

"8° De weduwen, de weduwnaars, en de wezen onder ... (voorts zoals in het ontwerp)".

*

Doordat de bepaling onder 9° de voordelen van het ontwerp ook toekent aan personen die geen lid van de militaire gemeenschap zijn of niet tot het ge-

.../...

zin van een zodanig lid behoren, reikt zij verder dan de bevoegdheden welke de wet van 10 april 1973 aan de Koning verleent.

Artikel 3.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

Het beheerscomité van de Centrale Dienst bepaalt voor elke activiteit de voorrangsregeling voor de in artikel 2 bedoelde categorieën van gerechtigden alsook de voorrangsregeling binnen elke categorie".

Artikel 4.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

Het beheerscomité kiest uit zijn leden twee ondervoorzitters, een uit de leden van de krijgsmacht, de andere uit de leden die deel uitmaken van één van de syndicale organisaties bedoeld in artikel 16 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht".

.../...

Artikel 5.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Het beheerscomité vergadert eens per trimester op de dagen welke het bepaalt, na oproeping door de voorzitter".

Vooraan in de Franse tekst van § 2 dient te worden gelezen :

"En outre, le président convoque le comité ...".

In § 3 moeten de woorden "per belangrijke activiteitstak" worden vervangen door de woorden "per activiteitstak of -groep".

Artikel 6.

Voorgesteld wordt § 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. Het beheerscomité kan slechts op geldige wijze beslissen als de meerderheid van de leden aanwezig is".

Paragraaf 2 zou het tweede lid van § 1 moeten worden, in de volgende lezing :

.../...

"Het comité kan echter, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze beslissen na een nieuwe oproeping met dezelfde agenda".

De Franse tekst van de tweede volzin van de nieuwe § 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"En cas de partage, la voix du président est prépondérante".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt § 1 als volgt te lezen :

"§ 1. De leden van het beheerscomité nemen ambtshalve ontslag op de leeftijd van 65 jaar. Leden die benoemd zijn in hun hoedanigheid van lid van een krijgsmachtdeel nemen ontslag bij hun pensionering".

Paragraaf 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 3. De leden die, in de zin van artikel 5, § 1, 2°, van de wet van 10 april 1973 behoren tot een van de verenigingen of syndicale organisaties bedoeld in artikel 16 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, moeten worden benoemd op de voordracht van die vereniging of organisatie".

.../...

Artikel 9.

De woorden "Zo het beheerscomité oordeelt dat het nuttig is, kan het" moeten worden vervangen door de woorden "Het beheerscomité kan".

Artikel 10.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 10.-
Het beheerscomité kan een of meer van zijn leden met een bijzondere opdracht belasten".

Artikel 11.

Aangezien de Centrale Dienst een instelling is welke ingedeeld is bij de instellingen die onderworpen zijn aan de wet van 16 maart 1954, zijn de artikelen 7 en 7bis van die wet erop van toepassing.

Het enige nut dat artikel 11 kan hebben is te bepalen welke organen van de Centrale Dienst bevoegd zijn om de overeenkomsten te sluiten.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 11.-

De overeenkomsten voor werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag 300.000 frank overschrijdt, worden door het beheerscomité gesloten. Die welke dat bedrag niet bereiken, worden door de leidend ambtenaar van de Centrale Dienst gesloten".

Artikel 12.

Het eerste lid van dit artikel is slechts een herhaling van een bepaling die voorkomt in een tekst die op de Centrale Dienst toepassing vindt. Het is dus overbodig.

Het tweede lid bevat een afwijking waarin niet voorzien is door artikel 54 van de wet van 16 maart 1954 noch door de wet die de Centrale Dienst heeft ingesteld. Het is dus onwettig.

Artikel 13.

Het begrip "belangrijke activiteitstakken" waarmee deze bepaling werkt bij het voorschrijven van afzonderlijke rekeningen, kan geen toepassing vinden omdat het in het ontwerp niet nader omschreven is. Een zodanige omschrijving is volstrekt nodig.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14, § 2.

.../...

Artikel 14.

Paragraaf 1 van dit artikel is overbodig. Daar het begrotingsjaar samenvalt met het kalenderjaar, wordt de boekhouding noodzakelijk afgesloten op 31 december van elk jaar.

In § 3 hoeft geen melding te worden gemaakt van de afschrijvingen die reeds onder de lasten vallen en moeten worden berekend krachtens artikel 7 van de wet van 16 maart 1954.

Artikel 14 zou alle bepalingen betreffende de rekeningen moeten bevatten. Daarom wordt, in overleg met de gemachtigde ambtenaren, voorgesteld § 1 van artikel 15 over te brengen naar het slot van artikel 14.

Het nieuwe artikel zou dan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 14.-

§ 1. Voor (elke belangrijke activiteitstak) wordt een exploitatierekening opgemaakt.

§ 2. De resultaten die in de exploitatierekeningen van de onderscheiden (belangrijke activiteitstakken) worden geboekt, omvatten naast de eigen lasten en baten van die (takken) een door het beheerscomité bepaald aandeel in de lasten en baten van de gemeenschappelijke diensten van de Centrale Dienst.

.../...

§ 3. De saldi welke in de exploitatierekening van de onderscheiden (belangrijke activiteitstakken) voorkomen, worden overgedragen naar één enkele resultatenrekening".

Artikel 15.

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 15.-

§ 1. Een expansiefonds wordt gevormd met het oog op de financiering van de onroerende en roerende investeringen in verband met de activiteiten bepaald in artikel 1, met uitzondering van de activiteit bedoeld onder 6°, a.

§ 2. Tot stijving van het expansiefonds wordt een bedrag afgenomen van het resultaat van de gezamenlijke resultatenrekening. Dat bedrag mag niet hoger zijn dan twee procent van de ontvangsten uit de werking van de Centrale Dienst; de voorafneming wordt opgeschort wanneer het bedrag van het expansiefonds tweehonderd miljoen frank bereikt.

Het bedrag van de voorafneming wordt jaarlijks vastgesteld door het beheerscomité, welks beslissing ter goedkeuring aan de Minister van Landsverdediging wordt voorgelegd.

.../...

§ 3. Het expansiefonds wordt bovendien gestijfd door de winst op de verkoop van vermogensgoederen, met uitzondering van de winst uit de verkoop van onroerende goederen die verkregen zijn in het kader van de activiteit bedoeld in artikel 1, 6°, a.

§ 4. Het expansiefonds wordt met het bedrag van de gedane investeringen verminderd door een boeking in de reserves van de vastgelegde middelen".

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld een afzonderlijk artikel te wijden aan de bepalingen van artikel 15, § 6. Dat artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 1. Na de in artikel 14 bedoelde voorafneming draagt het eventuele batig saldo van de resultatenrekening bij :

1° voor de helft, tot het aanleggen van een reserve zonder bepaalde bestemming, waarvan het maximumbedrag tweehonderd miljoen frank niet mag overschrijven; de winsten welke dat bedrag overschrijden worden in de Staatskas gestort;

2° voor de andere helft, tot het vormen van een dotatie waarover de Minister van Landsverdediging beschikt tot ondersteuning van de sociale en culturele werken die verband houden met het Ministerie van Landsverdediging.

§ 2. De winst uit de verkoop van onroerende goederen die verkregen zijn in het kader van de in artikel 1, 6°, a, bedoelde activiteit stijft de reserve voor wederopbouw".

Artikelen 16 en 17.

Het komt de Koning niet toe nu reeds bepalingen uit te vaardigen met betrekking tot de wijze van vereffening van de Centrale Dienst. Deze is door de wet opgericht en kan dus alleen door de wet worden ontbonden; ook de wet zal de regelen inzake vereffening van de Dienst moeten vaststellen.

Artikel 18.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, heeft de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie zijn bevoegdheden uitgeoefend en onder meer voordelen toegekend aan de gerechtigden op toepassing van de wet van 10 april 1973, sedert die wet in werking is getreden.

De in artikel 18 van het ontwerp-besluit bepaalde terugwerking zou aan verkregen rechten afbreuk doen ingeval het ontwerp aan het toekennen van de voordelen strengere voorwaarden zou verbinden dan in feite gehanteerd zijn.

Ook zouden moeilijkheden kunnen ontstaan ingeval de in het ontwerp-besluit vastgestelde regelen betreffende de werkwijze van de Centrale Dienst niet dezelfde zouden zijn als die welke eerder werden toegepast.

*

* *

.../...

Krachtens de wet van 20 juli 1921, juncto het koninklijk besluit van 7 maart 1973 tot omlijning van de bevoegdheden van de Staatssecretaris voor Begroting, zou deze laatste het toekomstige besluit mede moeten ondertekenen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J-J. STRYCKMANS, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J-J. STRYCKMANS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.